

Questions orales

[Traduction]

L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

LE RETARD À COMBLER LE POSTE DE PRÉSIDENT

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, puis-je poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Le ministre peut-il expliquer le retard de près de cinq mois à combler le poste de président de l'Agence canadienne de développement international et dire à la Chambre si des critères spéciaux sont appliqués cette fois-ci? Quand le ministre compte-t-il faire une annonce?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je ne sais pas trop si cette question s'adresse à moi. Il n'y a aucune raison particulière pour ce retard, sauf que nous nous livrons à un examen très minutieux des candidats possibles, afin que cette agence ait la meilleure direction possible.

M. Roche: Madame le Président, j'ignore pourquoi le gouvernement ne titularise pas Bill McWhinney dans le poste. Il a accompli un travail splendide durant les cinq mois où il a agi à titre de suppléant. J'espère que je ne lui causerai pas un tort irréparable en faisant ainsi son éloge à la Chambre.

LA CATÉGORIE À LAQUELLE APPARTIENT LE RAPPORT ANNUEL

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, le ministre peut-il confirmer que le rapport annuel de l'ACDI pour 1982 est classé document parlementaire et qu'il devra donc être renvoyé d'office au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale pour y être étudié?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je conviens avec le député que M. McWhinney fait actuellement un excellent travail à la direction de l'ACDI.

Je peux signaler au député que je ne suis pas certain que le rapport annuel soit un document à renvoyer d'office au comité permanent. C'est une question de fait, mais je vais me renseigner et assurément si le rapport appartient à cette catégorie, je m'empresse de le faire examiner par ce comité.

* * *

L'AGRICULTURE

LE TRANSFERT PROMIS D'UNE SOMME DE LA CAISSE D'URGENCE
DES TERRES DES PRAIRIES À L'INSTITUT DE RECHERCHE SUR
LES CÉRÉALES DE L'OUEST

M. Doug Neil (Moose Jaw): Madame le Président, puis-je poser une question au ministre de l'Agriculture? Cela fait deux ans que le ministre promet de transférer les 9.6 millions de dollars de la Caisse d'urgence des terres des Prairies à l'Institut de recherche sur les céréales de l'Ouest. Pourrait-il dire à la Chambre quand ce transfert aura lieu?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Bientôt, madame le Président.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE HÂTER LE TRANSFERT

M. Doug Neil (Moose Jaw): Madame le Président, le ministre de l'Agriculture m'a dit la même chose il y a déjà un an et demi. Il ne semble pas savoir ce qu'il faut entendre par «bientôt». Comme l'argent de la Caisse ne porte pas intérêt, deux millions de dollars ont probablement été perdus pour le recherche au cours des deux dernières années. Le ministre peut-il expliquer à la Chambre ce qu'il entend par bientôt?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Très, très bientôt, madame le Président.

* * *

L'ÉCONOMIE

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE METTRE SUR PIED UN
VASTE PROGRAMME DE TRAVAUX PUBLICS

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Pour la plupart des Canadiens, la reprise économique n'a de sens que si elle leur permet de trouver un emploi ou de pouvoir espérer en trouver un. Il y a actuellement près de deux millions de chômeurs. Selon Statistique Canada, il y en a 1.6 million, mais il y a bien plus de Canadiens que cela sans travail. Il y a je ne sais combien de milliers de jeunes qui cherchent vainement un emploi en ce moment.

Étant donné que le gouvernement finance indirectement 48 p. 100 des travaux publics, le premier ministre ne trouve-t-il pas qu'il serait bon de mettre immédiatement sur pied un vaste programme de travaux publics afin de redonner confiance aux gens et de leur faire espérer qu'un jour, ils vont finir par retrouver un emploi et par gagner de nouveau leur vie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je suis d'accord avec le député sur ce point. Il est important de prendre des mesures de création d'emplois. Je répète une nouvelle fois ce que j'ai dit tout à l'heure en réponse à une autre question, à savoir que le gouvernement a affecté 2 milliards à la création d'emplois. Il importe peu aux chômeurs que ces sommes servent au financement de travaux publics, à la création de logements ou encouragent la consommation et les investissements. Ce qui importe aux chômeurs, c'est qu'ils trouvent un emploi. Il leur importe peu que le gouvernement crée des emplois en finançant uniquement des travaux publics, car ce n'est qu'une des nombreuses solutions à notre disposition.

ON DEMANDE LA MISE EN ŒUVRE IMMÉDIATE DES PROJETS DE
TRAVAUX PUBLICS

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, si nous pouvions être plus ou moins certains que le secteur privé va connaître une reprise appréciable, nous pourrions rassurer les chômeurs. Mais il est clair d'après les dernières statistiques connues que le secteur privé va moins investir cette année que l'an dernier, alors qu'en 1982 déjà, il avait moins investi qu'en 1981. Le seul espoir de reprise repose donc dans l'immédiat sur des investissements publics massifs.